



**PUBLISH WHAT
YOU PAY**

**A l'attention de: Conseil International de l'ITIE
M. Fredrik Reinfeldt, President**

De la part de: Conseil mondial de PCQVP

Chers M. Reinfeldt et membres du conseil d'administration de l'ITIE,

Par cette lettre, les membres du Conseil mondial de PCQVP, nouvellement élus lors de la dernière Assemblée mondiale de PCQVP (Dakar, 29-31 janvier 2019), souhaitent remercier M. Reinfeldt et le Conseil actuel de l'ITIE pour leur travail visant à améliorer la gouvernance des ressources naturelles dans le monde. Depuis l'élection du Conseil international actuel et l'adoption de la norme ITIE en 2016, des progrès notables ont été accomplis dans le cadre «des rapports aux réformes», parmi lesquels: l'ajout de la lutte contre la corruption à l'ordre du jour avec l'inclusion d'informations sur les bénéficiaires effectifs et la promotion de la transparence des contrats; le renforcement de la pertinence pour les communautés locales (dépenses sociales et rapports au niveau des projets); le maintien de l'inclusivité et de la participation des citoyens (Protocole de la Société Civile); et l'examen des divulgations systématiques.

Nous étions très heureux d'accueillir le Directeur exécutif de l'ITIE, M. Mark Robinson à l'Assemblée mondiale de PCQVP à Dakar, où nous avons discuté de la situation actuelle de la société civile par rapport à la mise en œuvre de l'ITIE et de nos futures priorités politiques (voir [le communiqué](#) de l'Assemblée). Nous avons beaucoup apprécié l'esprit positif du récent [blog](#) de Mark qui est favorable à une coopération et un engagement futurs avec nous.

Nous souhaitons également la bienvenue à l'ex-Premier ministre de la Nouvelle-Zélande Mme Helen Clark, nouvelle candidate à la présidence de l'ITIE, dont l'arrivée coïncide avec l'opportunité de renforcer les exigences de la Norme. L'engagement avéré d'Helen en matière de transparence constitue une base solide pour son nouveau rôle et nous sommes impatients de collaborer avec elle pour renforcer encore plus l'ITIE et la Norme.

Pour faire en sorte que l'ITIE reste une norme mondiale solide et significative, nous souhaitons souligner plusieurs points politiques essentiels auxquels le Conseil de l'ITIE devrait, selon nous, se pencher lors de sa prochaine réunion et au cours des prochains mois. Nous pensons que la norme ITIE doit évoluer pour rester pertinente et que la révision de la norme de 2019 offre au Conseil une excellente occasion pour renforcer la norme en tant que référence mondiale en matière de transparence dans le secteur extractif. Les domaines dans lesquels les besoins et les opportunités sont importants sont: la promotion de l'équité entre les sexes; faire de la divulgation du contrat une exigence; l'introduction d'une obligation de compte rendu environnemental; et l'obligation de divulguer les paiements du trading des matières premières pour chacune des opérations.

Par conséquent, nous exhortons et encourageons les membres du conseil d'administration de l'ITIE à s'engager dans ces réformes cruciales et à les faire progresser lors de leur réunion à Kiev, ce mois-ci, avant la conférence de l'ITIE en juin 2019:

- **Promotion de l'égalité des sexes**

De nombreuses études récentes montrent que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de subir les effets négatifs de l'extraction et moins susceptibles d'en tirer profit. Les politiques neutres dans le secteur ont laissé les femmes défavorisées. Pour que les industries extractives profitent à tout le monde, la Norme ITIE doit garantir que les ressources naturelles soient régies par la parité hommes-femmes comme objectif positif. Pourtant, peu de rapports de pays mentionnent actuellement le genre et les femmes n'ont pas une voix égale dans l'ITIE. La plupart des groupes multipartites nationaux comptent moins de 25% de femmes. Plusieurs n'ont aucune femme. Alors que les principales entreprises extractives commencent à intégrer l'inclusion du genre, l'ITIE doit rattraper son retard. La norme devrait être révisée pour favoriser une participation plus égale des femmes à tous les niveaux du processus d'extraction:

- Le genre devrait être reflété dans la divulgation des données. Les données sur l'emploi devraient être ventilées par sexe et les informations requises sur les processus budgétaires nationaux devraient inclure une budgétisation et des allocations sensibles au genre.
- Pour relever les défis auxquels les femmes sont confrontées pour accéder aux données et informations, la Norme devrait exiger que les rapports ITIE soient présentés avec les besoins d'information des femmes à l'esprit, et les événements de proximité devraient être inclusifs. Les groupes multipartites devraient être tenus de discuter de la sensibilisation des femmes et de documenter ces discussions.
- La révision de la norme devrait inclure des mesures visant à améliorer la parité hommes-femmes dans les GMP.

- **Exiger la transparence du contrat**

Les contrats et les licences couvrent tout le champ de l'ITIE, des droits d'exploration et de production aux taxes et transferts, infrastructures et dépenses sociales. La publication gouvernementale de ces documents est en train de devenir une norme mondiale soutenue par les entreprises et la communauté internationale. Déjà 31 des 51 pays mettant en œuvre l'ITIE ont divulgué des contrats et 24 ont des lois exigeant la divulgation. La transparence des contrats est également requise et / ou approuvée par de nombreux organismes internationaux, notamment la Société financière internationale, le FMI, les Nations Unies et l'OCDE. Au moins 18 grandes entreprises de l'industrie extractive ont fait des déclarations à l'appui de cette pratique, dont 7 des 10 entreprises représentées au conseil d'administration de l'ITIE. Ne pas refléter ces tendances réduira la crédibilité de la norme en tant que référence pour la transparence des industries extractives. L'ITIE devrait renforcer la norme en exigeant la publication de tous les contrats et licences définissant les conditions d'extraction.

- **Reporting environnemental**

Si l'extraction doit réellement bénéficier aux citoyens, les coûts sociaux et environnementaux doivent être compris et approuvés. Les réglementations environnementales et les pratiques de reporting dans le secteur extractif sont actuellement incohérentes et inadéquates. Nombre d'entre eux sont affaiblis par les gouvernements qui cherchent à tirer un meilleur profit de l'extraction pour compenser la baisse des prix des matières premières ou atteindre les objectifs de développement. En réponse, le public demande de plus en plus d'informations sur les impacts environnementaux des activités extractives. La norme ITIE manque actuellement d'exigences concernant la publication des impacts de l'extraction sur

l'environnement. Il devrait être révisé de manière à exiger des rapports environnementaux afin que les informations sur les effets de l'extraction sur l'environnement soient rendues publiques. Cela renforcerait également la pratique de l'ITIE. La norme exige déjà la divulgation des paiements sociaux, mais sans déclaration d'impact sur l'environnement, les coûts sociaux complets de l'extraction ne peuvent jamais être connus. Au moins 28 des 51 pays membres de l'ITIE communiquent déjà volontairement des informations environnementales et sociales. Pour que les citoyens puissent juger avec précision si un projet est vraiment bénéfique, la norme devrait exiger des rapports environnementaux universels et cohérents.

- **Exiger la divulgation des paiements d'échange de matières premières**

Les rapports ITIE montrent que de nombreux pays riches en ressources collectent des paiements en nature de pétrole, de gaz et de minéraux, évalués à plus de 1 billion de dollars américains par an. La vente de cette part de production par les gouvernements et les entreprises d'État à des sociétés de négoce de matières premières, y compris des sociétés extractives traditionnelles, constitue une source de revenus essentielle - constituant par exemple la plus grande source de revenus nationaux au Nigéria et en Irak. Ces ventes sont vulnérables à la corruption et à la mauvaise gestion et il est donc essentiel que la Norme ITIE soit révisée pour exiger que les informations relatives au paiement des transactions sur matières premières soient divulguées pour chaque transaction. Ce n'est qu'avec ce niveau de transparence que la société civile, les parlementaires et les autres organes de surveillance peuvent comprendre ces transactions et questionner les anomalies.

La révision de la norme ITIE en 2019 offre une opportunité essentielle aux gouvernements, aux entreprises et à la société civile de la transformer en un outil encore plus puissant pour renforcer la transparence et la responsabilité dans le secteur extractif. En veillant à ce que l'ITIE promeuve l'équité entre les sexes, exige la publication du contrat, contribue à la protection de l'environnement par le biais d'une obligation de déclaration, et impose la divulgation des paiements de matières premières, le Conseil peut aider l'ITIE à réaliser pleinement son potentiel pour que tous les citoyens puissent bénéficier des ressources naturelles de leurs pays.

Avec nos remerciements.

Membres du conseil mondial de PCQVP:

- Dupleix Kuenzob, PCQVP Cameroun, représentant du comité directeur pour l'Afrique
- Chenai Mukumba, PCQVP Zambie, Afrique anglophone (Président du Conseil)
- Chadwick Llanos, Bantay Kita / PCQVP Philippines, Asie-Pacifique
- Aigul Sultanova, République kirghize, Eurasie
- Miles Litvinoff, PCQVP Royaume-Uni, Europe et Amérique du Nord
- Abdou Mariatou Amadou, ROTAB / PCQVP Niger, Afrique francophone
- Athayde Motta, IBASE, Brésil, Amérique latine
- Adnan Bahya, Institut culturel Aked, Irak, Moyen-Orient et Afrique du Nord
- Joe Williams, Institut de gouvernance des ressources naturelles, Global Reach
- Isabel Munilla, Oxfam America, portée mondiale